

Violences urbaines

Ce n'est pas en restant campé sur une logique de répression et en continuant d'ignorer les fortes attentes des habitants des quartiers populaires et particulièrement des jeunes que le gouvernement mettra fin à une situation d'une gravité extrême. Il faut décréter l'état d'urgence sociale.

Notre dossier page 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 796

24 novembre 2005

prix: 0,40 €

Marie-George BUFFET à Saint-Nazaire



Des propositions concrètes pour une navale du 21^{ème} siècle à Saint Nazaire

■ SAINT NAZAIRE

600 personnes salle Jacques Brel exigent une autre politique industrielle pour la construction navale.

P 3



Les grilles des chantiers étaient restées fermées pour la secrétaire nationale du PCF, députée et ancienne ministre. Elle ne rentrera pas mais les idées elles font leur chemin

■ DE FORTES EXIGENCES

Les Nouvelles ont rencontré Serge Doussin secrétaire de l'UD CGT sur l'état d'esprit des salariés.

P 5

■ 33^{ème} CONGRÈS

La page 8 sera dorénavant consacrée à la préparation du congrès du PCF qui se déroulera au printemps prochain. Sa présentation dans ce numéro.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication: Yannick CHENEAU

Commission paritaire: N° 0310 | 86504

Imprimerie: IMPRAM Lannion

Composition: SEM Locminé

Responsable de la rédaction:

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes -

44000 Nantes

Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 35 40 55

e-mail: nouvelles.loire-

atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:

Marie-Annick

BENÂTRE

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Paul MARTEL

Jean-Yves MARTIN

Aymeric SEASSAU

Yann VINCE



L'actualité politique...

EN BREF

Mauvais sondage

A quelques jours de l'ouverture de son congrès national, différents sondages donnent de fortes fièvres au Parti Socialiste. Selon les sondés, 57 % considèrent qu'il n'est pas à l'écoute des français et 57% qu'il n'est pas "une force de propositions sur les grands dossiers"... à suivre

Et pourtant...

On ne comptera pas les articles, interviews, prises de positions individuelles et autres parus ces derniers jours dans les colonnes de nos quotidiens régionaux à propos du congrès du PS et du positionnement de ses leaders. Au premier rang de ces médias "informateurs", de ceux qui se sont "forcés" pour cette information orientée, Ouest France mérite indiscutablement la palme d'or.

Désagréables oublis

Autant il est logique que la presse locale relate la venue dans notre département d'un secrétaire national de parti, ce qu'elle a fait en se rendant au meeting de François Hollande à Saint-Nazaire, photo à l'appui, autant il est désagréable que cette même presse ne daigne pas venir salle Jacques Brel à Saint-Nazaire quand Marie-George Buffet tient meeting devant 600 personnes. Le 14 novembre était peut-être un jour de RTT qui sait...

Ne parle pas qui veut

La présence à Saint-Nazaire de Marie-George BUFFET n'a pas été un souci pour France Bleu Loire Océan qui a préféré interviewer le patron des Chantiers le jour de sa venue plutôt que la secrétaire du Parti Communiste. Parler de l'avenir des Chantiers semble moins intéresser la rédaction de la station que les nazairiens venus nombreux salle Jacques Brel.

Pas sage, dehors !

Sarkozy persiste et signe. Plutôt que de chercher des solutions aux raisons de la colère dans les banlieues, il organise de nouveaux charters pour expulser les jeunes qui seraient condamnés. C'est sa façon de calmer la situation mais aussi de se tourner vers les électeurs du front national.

Pas honte

La patronne des patrons j'ai nommé Laurence Parisot déclare à propos de la situation dans les banlieues que les entreprises françaises ont un rôle d'insertion et d'intégration à mener. Bien parlé mais il aurait été préférable de s'occuper de l'emploi des jeunes des banlieues au bon moment plutôt que de discourir après.

"Quelles politiques publiques pour la région"

C'est sur ce thème que le comité régional du Parti Communiste des Pays de la Loire organise un débat public avec la participation des élus communistes régionaux.

Cette initiative se déroulera

le mercredi 30 novembre
à 19 heures
salle du Doyenné à Angers

Point de vue

par Michel RICA



La crise de la société traverse la vie de la grande majorité d'hommes et de femmes de notre pays. L'emploi, le logement, la formation subissent de plein fouet la politique de la droite, et les choix faits depuis des décennies n'ont pas répondu à l'attente des français.

L'ensemble des forces politiques, mais aussi syndicales et citoyennes sont aujourd'hui dans l'obligation d'apporter des propositions, des projets, des réponses à mettre au débat.

Et si le 21 avril 2002 est déjà

oublié pour certains, l'actualité nous montre que le doute persiste sur la capacité des forces politiques à répondre aux enjeux majeurs de la société.

Un sondage du CSA paru à quelques jours du congrès du PS doit l'interpeller, mais au-delà, l'ensemble de la gauche : 57 % des français ne considèrent pas le PS comme une force de propositions, et toujours 57% ne le trouvent pas attentif aux autres composantes de la gauche. Ces chiffres

nous montrent qu'il y a beaucoup de travail à faire à gauche pour que l'espoir se conjugue avec confiance. C'est ce qu'a voulu faire à Saint-Nazaire le 14 novembre Marie-George BUFFET en rappelant que le choix ne peut être entre une acceptation sociale libérale de la société ou une radicalité sans perspective.

Le choix est dans le rassemblement populaire majoritaire pour une autre politique, réellement à gauche, réellement antibérale.

Dans le département, les communistes invitent à débattre dans les forums, à agir dans des rassemblements pour que ces attentes populaires se traduisent enfin politiquement, comme cela l'a été à l'occasion du référendum du 29 mai dernier.

Le congrès du Parti Communiste qui aura lieu fin mars va être en phase avec l'actualité.

Quel projet politique, quelle politique de rassemblement, quelle stratégie pour les élections de 2006/2007, quel rôle pour le Parti Communiste : autant de questions, autant de débats que les communistes vont mener dans les

prochaines semaines et les prochains mois, en prenant leurs responsabilités pour répondre enfin aux attentes populaires.

«Beaucoup de travail reste à faire pour conjuguer espoir et confiance»

Sécu à 2 vitesses

Tous comme un seul homme, les députés de droite ont voté le budget 2006 de la Sécurité Sociale. Sous prétexte de redressement des comptes aux dires du ministre Xavier Bertrand, c'est une sécu à 2 vitesses qui est en train de se mettre en place. Ce sont les assurés qui vont une

nouvelle fois trinquer. Le budget annoncé va encore renforcer les inégalités sans pour cela répondre aux mesures qu'il serait nécessaire de prendre pour construire une société de solidarité nationale. L'ensemble des professions de santé, docteurs et hospitaliers en tête restent d'ailleurs très perplexes et s'interrogent sur les résultats d'un tel budget.

UNEDIC en danger

Les négociations qui viennent de s'engager sur les allocations chômage sont celles de tous les dangers pour les salariés privés d'emploi. Le MEDEF a tout de suite donné le ton en proposant entre autre de nouvelles dégressivités des allocations afin d'éponger une partie du déficit. Faire économiser 2 milliards d'euros à la caisse en diminuant de 17 % le montant des allocations c'est tout simplement les propositions des patrons... affaire à suivre

Nécrologie

Nous avons appris le décès de notre camarade René Berthe suite à une longue maladie. René militant de la CGT à l'aéro était également engagé au Parti Communiste ou il fut à plusieurs reprises candidat lors d'élections locales. Elu à plusieurs reprises à la mairie de Saint-Molf où il était adjoint au maire, René a assuré son engagement de communiste et ses responsabilités avec une grande clairvoyance. Tous ceux qui l'on côtoyé dans sa vie militante garde la mémoire d'un homme agréable et attachant. Nous tenons à apporter au nom de tous ses camarades nos plus sincères condoléances à son épouse, à ses enfants et à l'ensemble de ses proches.

Le 21 Juin dernier, France-Inter ouvrait sa revue de presse en soulignant que pour le jour même du 100^e anniversaire de la naissance de Jean-Paul Sartre, ce n'était pas Libération, dont il fut pourtant le fondateur, mais L'Humanité qui lui consacrait un 4 pages spécial...

Le VENDREDI 25 NOVEMBRE, l'Huma-café recevra, à 18 heures, Claude MAZURIC, Historien

qui, de retour de Chine où il effectue en ce moment une tournée de conférences sur La Révolution Française (et aussi sur J-P Sartre), animera une rencontre-débat :

"Jean-Paul SARTRE et les communistes, ... à propos de " l'engagement en politique ..."

avec la participation de Lucien DEGOY, journaliste, chef de la rubrique " Idées, Culture " à L'Humanité.

De vous à moi...

La Baule loge la France d'en Haut.

" J'appelle tous les représentants des communes à respecter la loi qui leur impose d'avoir 20% au moins de logements sociaux " déclare le Président de la République pris dans la tourmente qui secoue les banlieues. Le Maire UMP de La Baule, soucieux de répondre à l'urgence sociale qui s'exprime depuis plusieurs semaines à travers tout le pays, le reçoit cinq sur cinq. Près de l'aérodrome de sa charmante cité balnéaire pour bobos friqués, il vient de décider de préempter 15 hectares pour y construire 15 coquettes demeures avec leurs 15 garages attenants pour abriter les 15 avions des 15 futurs heureux propriétaires. Des " Taxis ways ", comprenez des pistes individuelles, relieront chaque garage à la piste d'envol pour que chaque pilote puisse partir de chez lui sans salir ses chaussures ! Investissement minimal au moins un million d'euros sans compter l'aéronef ! Il est vrai qu'avec 4,6 % de logements sociaux dans sa ville, Mr Métaireau a limité les risques. Peu de chance que " la racaille " de Sarkozy vienne troubler le sommeil de ces merveilleux fous volants dans leurs drôles de machines !

DES PROPOSITIONS CONCRÈTES

Le marché mondial

Il est de l'ordre de 3000 navires à construire dans les prochaines années dont 50% des commandes sont européennes. Le marché des paquebots ne représente que 3% de la production de navires. Les chantiers de l'Atlantique doivent couvrir l'ensemble de la demande.

Coopération européenne

Les besoins sont tels que tous les chantiers peuvent avoir du travail et se développer. Le renouvellement de la flotte et sa sécurisation sont de véritables enjeux. Ni la France, ni l'Europe ni les chantiers en ont la volonté politique contrairement à la Corée. Il faut y remédier.

L'environnement

Si le transport maritime reste le moins polluant il doit être malgré tout sécurisé. Le gaz, le pétrole, les produits chimiques ont besoin d'une sécurité maximum avec des navires adaptés et avec des personnels formés à ces transports. Ce créneau doit être pris en compte aux chantiers.

Des besoins intérieurs

Notre pays a besoin de développer sa flotte notamment avec des cars ferrys, des dragues pour les ports, des méthaniers (GDF), des caboteurs, des vraquiers, des chimiquiers. Les autoroutes des mers nécessitent des besoins importants nouveaux en navires. Des trains-ferrys sont nécessaires pour le Pas de Calais et le nord de l'Europe mais aussi des petits ferrys pour les liaisons entre le continent (Lorient) et nos îles.

La volonté politique

Il faut exiger un véritable ministère de la mer interlocuteur de l'ensemble de la filière maritime.

Les chantiers

La capacité interne des emplois aux chantiers ne peut descendre au-dessous de 5 000 salariés. La sous-traitance, l'intérim, l'externalisation des emplois doivent être maîtrisés. Les conditions sociales des personnels extérieurs aux chantiers doivent être revues.

Pour bâtir une construction du XXI^{ème} siècle

Une forte mobilisation populaire autour des chantiers c'est manifesté à Saint-Nazaire lors de la venue de Marie-George BUFFET.

Avant que Marie-George BUFFET n'intervienne, une salle dans laquelle 600 personnes s'étaient rassemblées, les organisateurs de la soirée avaient organisé une table ronde où se retrouvaient élus communistes, militants syndicaux et communistes des chantiers.

Chacun des participants se félicitant de la commande de deux paquebots signée le jour même n'en demeura pas moins critique sur la stratégie de la direction des chantiers. Louis Dronval secrétaire du CE et Joël Cadoret secrétaire du syndicat CGT ont rappelé la ligne suivie par leur direction qui se traduit par la construction de 2,5 bateaux par an au lieu de 5 auparavant. C'est le résultat d'une décision du tout paquebot, production à forte valeur ajoutée, qui ne représente que 3% de la demande mondiale de la construction navale. Ce sont ces choix qui conduisent à la perte de mil-



liers d'emplois et qui entraînent le recours de plus en plus systématique à la sous-traitance.

Jean Louis Le Corre Vice président du conseil général, maire de Trignac et Christian Saulnier président du groupe communiste à la mairie de Saint-Nazaire ont eux dénoncé les conséquences sur les collectivités locales. " Nous ne remplacerons pas l'activité industrielle liée aux chantiers par de l'emploi tertiaire dans une région qui vit au rythme de la construction navale " devaient-ils déclarer en faisant le lien avec les questions du logement et de la fiscalité locale. " Les impôts locaux sont en

général plus faibles dans une ville à forte industrie, la réponse aux attentes des habitants y est plus concrète que dans une ville résidentielle. La stratégie développée autour de l'idée de Saint-Nazaire sur Mer aurait des conséquences graves sur le logement et la structure même de la ville. Nous verrions dans ce cas notre avenir nous échapper ". Gilles Bontemps Vice président de la région devait rappeler l'importance de la construction navale dans une période où le transport maritime dans notre pays, en Europe et dans le monde devient stratégique. Son développement ne peut être compatible

avec la priorité donnée aux intérêts des financiers et des actionnaires devait-il déclarer.

Dans son intervention, Marie-George BUFFET, après avoir tracé les grandes lignes de l'action politique du Parti Communiste au niveau national et des enjeux actuels notamment dans le cadre des prochaines échéances électorales, a tenu à revenir sur la situation des chantiers.

Il nous faut une véritable politique industrielle avec une navale du XXI^{ème} siècle devait elle déclarer avant d'insister sur quelques grands axes parmi lesquels " le droit à l'ingérence des salariés et des élus locaux dans les choix de gestion des entreprises ", " le droit de saisine du juge en cas de licenciement avec un moratoire déclenché par les salariés, et la création de commissions publiques pour examiner des propositions alternatives ". Elle devait également proposer d'instituer " une taxe internationale indexée sur un indice de protection sociale " pour lutter contre le dumping social ".

Mais pourquoi Marie-George Buffet dérange t-elle Patrick Boissier ?

Arrivée à 16 heures 30 sur le terre-plein des Chantiers de l'Atlantique, la secrétaire nationale du Parti Communiste a " fait le tour " des installations et rencontré les salariés avant de donner une conférence de presse.

" Les chantiers, grâce aux syndicalistes et aux militants communistes, j'en ai fait le tour puisque les patrons m'en ont interdit l'entrée ! " a précisé d'entrée Marie George Buffet. " Le gouvernement fait voter des lois d'exception, les parlementaires ont le droit de visiter les prisons mais une députée qui dérange se voit fermer les portes des derniers Chantiers Navals français ". Mais pourquoi la secrétaire nationale du PCF dérange t-elle Patrick Boissier ? Est-ce parce qu'elle affirme que si l'entreprise a pu tenir jusqu'à la commande des deux paquebots italiens, c'est à la ténacité des salariés et de leurs organisations syndicales qu'elle le doit ? Des salariés, des organisations qui, avec les travailleurs de Gaz de France, se sont battus jusqu'au bout pour obtenir la

construction de trois méthaniers à Saint Nazaire. Est-ce parce que, tout en se réjouissant de la commande des deux paquebots, elle dénonce " la stratégie à courte vue " d'actionnaires uniquement préoccupés par le taux de rentabilité de leurs titres, qui préfèrent miser sur le créneau risqué mais juteux des navires de luxe plutôt que de prendre toute leur place dans la construction des 3000 bateaux dont le commerce mondial a besoin dans les prochaines années ? Est-ce parce qu'elle réclame " une entreprise citoyenne, des droits nouveaux pour les travailleurs qui, s'ils pouvaient dire leur mot sur la stratégie et le devenir de leur entreprise, proposeraient, eux, des solutions innovantes " ? Est-ce parce qu'elle affirme haut et fort devant les journalistes que " Monsieur Boissier peut bien fermer toutes les portes à double tour, il n'empêchera jamais les idées communistes de pénétrer dans les Chantiers " ? C'est sans doute un peu pour tout cela à la fois mais que Monsieur le directeur se rassure, préoccupés " par l'intérêt général ", l'emploi et le devenir industriel de la région, les communistes continueront à le déranger et quelque chose nous dit qu'ils ne seront pas tout seuls!



Portons l'avenir et le développement de la construction navale de Saint-Nazaire devant les citoyens.

Lors de son introduction à la table ronde sur l'avenir de la navale à Saint-Nazaire, Michel RICA au nom de la fédération du Parti Communiste a lancé à la direction des chantiers un challenge.

" Si Monsieur Boissier ne veut pas que la secrétaire nationale du PCF rentre à l'intérieur de l'entreprise, elle ne rentrera pas mais cela n'empêchera jamais les idées d'y pénétrer et les propositions communistes d'y être débattues.

Pour ce faire, Michel RICA propose à la direction des chantiers de venir débattre avec toute la population de la région nazairienne, avec les organisations syndicales, les partis politiques, les élus du département et de la région, des choix stratégiques mais aussi des propositions

du Parti Communiste Français comme celles des organisations syndicales et des autres partis politiques.

C'est dans cet esprit, précise le secrétaire de la fédération du PCF, que nous proposons que ce soit une collectivité locale, pourquoi pas la ville de Saint-Nazaire où la CARENE qui soit l'organisateur de ce grand débat public d'intérêt local et national ".

Cette proposition démontre la volonté profonde du Parti Communiste et de ses militants de porter haut et fort, avec la population, un débat sur l'avenir des chantiers navals nazairiens et des conditions nécessaires à mettre en oeuvre pour y parvenir.



Le dossier.

Banlieue

Le fruit de l'abandon, de l'exclusion et du chômage



La spirale des violences et des destructions que nous connaissons depuis plusieurs semaines dans de nombreuses villes de France n'est pas due à une brusque montée de fièvre. C'est l'expression d'une exaspération poussée à son extrême par une société de plus en plus inégalitaire, qui refuse d'entendre des générations d'hommes et de femmes exclus et désemparés et par les multiples provocations et

actions répressives de la part du gouvernement et du ministre de l'intérieur. Soyons clairs, nous condamnons et ne pouvons accepter que l'on brûle des véhicules, que l'on dégrade des biens collectifs dans des quartiers déjà mal menés ou vivent des populations qui sont confrontées aux pires maux du libéralisme. Mais, dans le même temps posons-nous la question des responsa-

bilités d'une telle situation. Les différents gouvernements qui se sont succédés depuis plusieurs décennies ont, par la politique d'abandon et d'exclusion qu'ils ont menée, semé ce que nous récoltons aujourd'hui. Cette politique a nourri l'insécurité et renforce la fracture sociale. Il faudra maintenant beaucoup de temps beaucoup d'énergie et de volonté pour stopper l'engre-

nage causé par ce mal vivre et cette absence d'avenir et de perspectives pour une partie de la population.

Les "solutions" que préconise aujourd'hui le gouvernement ne régleront rien, au contraire, elles risquent d'envenimer encore le sentiment d'exclusion et de mal vivre.

En effet est-ce en mettant la menace de la suppression des aides et allocations, en décrétant le couvre-feu et la loi d'exception comme aux plus sombres heures de notre histoire, en promettant le retour aux frontières ou encore en excluant du système scolaire des jeunes de 14 ans que l'on donnera le sentiment d'écouter, de comprendre et de solutionner les questions posées ? NON. Seules des dispositions s'attaquant au cœur même des inégalités, du chômage, des discrimi-

nations des humiliations et de la pauvreté peuvent être de nature à sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent de nombreux jeunes et de nombreuses familles des quartiers populaires.

L'heure est à des actes politiques forts, courageux et concrets.

Les communistes par leurs traditions de lutte en faveur des plus démunis et des plus défavorisés partagent la colère d'une jeunesse sacrifiée à l'autel du libéralisme, d'une génération de femmes et d'hommes meurtris par le chômage et l'exclusion, souvent venus dans notre pays pour y vivre et travailler.

Nous ne faillirons pas à notre conception de solidarité même si nous ne partageons pas et condamnons les méthodes utilisées par

cette jeunesse. Nous ne laisserons pas dans le même temps les responsables de cette situation tranquilles dans un "politiquement correct" qui conduit à de telles situations. Nous ne serons pas non plus sans réaction contre ceux qui, comme l'extrême droite, entendent profiter du "crime" pour développer une politique raciste et xénophobe, pas plus que nous resterons sans réaction devant ceux qui, à l'image de Sarkozy continuent à souffler sur les braises à des fins purement personnelles.

Ce triste épisode montre ô combien il est important de se tourner vers les hommes et de combattre la politique de l'argent roi ; sans quoi aucune solution réelle, durable ne sera trouvée avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer.

«L'heure est à des actes politiques forts et courageux»

Henri Moysan

"Une question ancienne laissée sans réponse"

Habitant et militant communiste depuis de longues années dans le quartier des Dervallières, j'ai durement ressenti les événements d'une rare violence qui se sont produits dans ma cité. L'intolérable a été atteint, frappant une population marquée bien souvent par la souffrance sociale. Le traumatisme est grand, la peur est palpable, à l'image des parkings qui sont depuis en partie délaissés, dans la crainte d'une nouvelle flambée. Même si je comprends les injustices envers la jeunesse, l'impunité

n'est pas de mise envers les auteurs de tels méfaits. Conscient que ce n'est pas en détruisant, en incendiant, que leurs messages peuvent être compris des locataires de grandes cités HLM. Je suis d'autant plus exacerbé que ces agissements ne datent pas d'hier. D'ailleurs la cellule Joliot Curie qui couvre le quartier était intervenue à plusieurs reprises. J'ai fait partie des délégations qui se sont entretenues avec les autorités préfectorales. Nous leurs avons demandé de prendre des mesures en particulier des solutions sociales. Nous n'avons pas été entendus, au contraire. On a abandonné la culture de police de proximité qui était déjà squelettique à l'époque, 2 à 3 îlots aux Dervallières. Zones prioritaires, nos écoles sont délaissées : perte des emplois jeunes, manque d'enseignants. Le collège où se forment nos adolescents est touché de la même manière.

Une maison de l'emploi va voir le jour au cœur du quartier avec ANPE, ASSE-DIC, etc. Certes, des aménagements de proximité, mais l'installation de tels locaux part des oiseaux de mauvais augure et non un signe d'espoir en particulier pour la jeunesse. En bref, seules des dispositions contre les inégalités, les discriminations, le chômage peuvent nous sortir de l'impasse.



Y.C.

Ils ont dit :

Michel RICA secrétaire départemental du PCF

La situation que nous venons de connaître et que nous vivons encore même si les signes qui la caractérisent ont pu évoluer, a été rendue explosive par les provocations ministérielles. Rien ne peut justifier les violences et les destructions que nous avons connues. Je les condamne avec la plus grande fermeté. Dans le même temps elles sont le produit de longues années de sous-estimation des problèmes posés par une partie de la population qui se sent rejetée, pas écoutée, laissée à l'abandon, sans perspectives et sans avenir. Les insuffisances politiques d'accompagnement social sont sans cesse confrontées aux logiques libérales cassant droits et solidarité.

La sécurité publique ne peut se construire quand une part importante et croissante de la population est abandonnée à des difficultés dont elle ne perçoit pas de solutions. Plutôt que de manier une nouvelle fois le bâton, comme continue à la faire le ministre de l'intérieur, il est urgent de poser la question de solutions sociales et économiques durables seules susceptibles de remédier au mal vivre d'une jeunesse privée d'avenir.

Aymeric SEASSAU Responsable des jeunes communistes

Sarkozy est le premier responsable de la situation, il doit démissionner. Voilà 3 ans qu'il met en oeuvre son idéologie nauséabonde. Il provoque pour attiser les tensions et tente de diviser les quartiers populaires pour mieux régner. Les jeunes sont une de ses cibles favorites. Après avoir envoyé les CRS sur les lycéens en mouvement, et menacé d'expulsion les lycéens sans papiers il se promène dans leurs quartiers en les insultant. C'est la droite qu'il faudrait nettoyer au Kärcher pour mettre un terme à ce dangereux glissement vers le populisme et l'extrême droite. Les réponses du gouvernement sont indignes : le travail à 14 ans et la répression sont ses seules réponses à une jeunesse acculée au chômage et à la précarité. Les émeutiers commettent des actes inacceptables mais il est temps d'entendre ce qu'exprime la jeunesse des quartiers, dans sa diversité. Oui, les jeunes en ont marre ! Marre de la galère, des discriminations et de la division. Il y a urgence ! L'Etat de droit passe par la justice sociale, pas par la répression.

PRENONS NOTE...

les coupes des dépenses publiques

C'est la véritable politique de la ville de De Villepin, Sarkozy et Borloo. Le gouvernement continu sans faillir dans sa politique de réductions des dépenses publiques, en prenant le 3 novembre un décret d'annulation de crédits pour 3 milliards d'euros qui concernent notamment l'emploi des jeunes, le logement social et les transports collectifs.

Pas d'école jusqu'à 16 ans au boulot !

En proposant l'apprentissage dès 14 ans, le gouvernement revient sournoisement sur l'âge limite de la scolarité obligatoire.

Sarkozy rétablit la double peine

Après avoir décrété l'état d'urgence, le gouvernement veut instaurer l'état d'exception. Il décide d'expulser les immigrés dans le cadre des violences urbaines, sans autre forme de procès, quelle que soit la légalité de leurs titres de séjour.

L'Observatoire national des Zones Urbaines Sensibles

Dans les ZUS, le nombre de demandeurs d'emploi ayant un niveau égal ou supérieur à Bac+2 progresse de 4,3% (contre 2% au niveau national). Le taux de chômage des 15/59 ans est en moyenne sur 2004 de 20,7% dans les ZUS, le double de la moyenne nationale. Le revenu fiscal moyen est en 2001, de 10540 euros dans les ZUS et 17184 euros pour la France métropolitaine. Les ZUS ont en moyenne 2 fois moins d'établissements médicaux que leurs communes. Les moins diplômés et les enfants d'ouvriers, les enfants d'immigrés quel que soit leurs niveaux de diplôme ou leurs origines sociales, restent plus souvent que les autres habiter en ZUS. Le fait d'être femme, d'être jeune ou immigré expose davantage au risque de chômage....

Mise en péril de l'agriculture française

La loi d'orientation agricole instaure à tous les niveaux les critères de gestion du marché et de la finance. Elle conforte le développement de grandes exploitations et la concentration agricole, et facilite la mise en place d'une agriculture d'agromanagers.

Directive Bolkestein

La commission parlementaire votera, pour la première fois, le 22 novembre, sur le texte de la proposition de directive sur les services. A la mi-janvier 2006, le Parlement européen se prononcera en séance plénière, à Strasbourg. Une étape sera ainsi franchie dans la longue procédure législative européenne.

Il y a une extrême urgence à se mobiliser sur ce dossier qui représente un danger grave et imminent pour le service public en général et les services de proximité en particulier.

Mouvement de la Paix

Le comité nazairien vous invite à une conférence débat le 2 décembre à 20h30 Maison des Sports de St Nazaire sur " Le Grand Moyen-Orient de M. Bush : dans l'intérêt des peuples ou celui de l'impérialisme américain ".

L'état d'esprit des salariés ne reflète pas un coup de colère mais des exigences fortes



Interview du 7 novembre de Serge DOUSSIN, secrétaire départemental de l'UD CGT

NLA : Comment le 4 octobre a marqué un tournant de la rentrée sociale ?

Serge : La préparation du 4 octobre a été marquée par une exigence forte : qu'elle ne soit pas une journée d'actions sans lendemain. On a eu le 10 mars, entre le 10 mars et le 4 octobre il s'est écoulé beaucoup de temps, la seule initiative qui a vu le jour c'est celle du 21 juin prise par la CGT. Les salariés ont tiré un enseignement. Ils affirment une certaine disponibilité pour l'action, une plus grande appropriation collective de l'idée que sans action, il ne pourra pas y avoir de véritables négociations et donc encore moins la satisfaction des revendications posées à tous les niveaux.

La préparation du 4 octobre a confirmé cette exigence : on fait le 4 mais le 5 au matin, il doit y avoir d'autres initiatives. Je pense que cet état d'esprit des salariés est toujours d'actualité et ne va pas s'estomper dans le temps. Il pose au mouvement syndical, pour la part qui lui revient, une question extrêmement importante, lourde : est-ce que le mouvement syndical va jouer pleinement son rôle, travailler à créer les conditions

d'une unité des salariés pour créer une dynamique unitaire, pour créer un rapport de force qui permette d'imposer des ruptures avec des choix de l'ultralibéralisme, de vivre mieux au quotidien, d'imposer des négociations à tous les niveaux ? Ou alors est-ce que le syndicalisme va se contenter de lieux de discussions qui n'aboutissent pas à la satisfaction des revendications où les propositions qui seront apportées seront très éloignées des aspirations profondes et actuelles ?

Les enjeux de l'emploi, de la vie économique, de la vie culturelle, qui s'organisent autour de l'emploi, de l'industrie, des services est une vraie question qui est posée et pointe des exigences de changement de société, de changement de choix au niveau budgétaire, au niveau de politique industrielle, de politique de l'emploi, tout ce qui fait le social.

Les exigences sociales sont devenues des questions incontournables pour tous les acteurs : syndicaux, politiques ou patronaux.

NLA : Les exigences du " tous ensemble " sont donc fortes mais ont du mal à se concrétiser ?

Serge : Depuis le 4, la CGT a poursuivi dans la construction d'un cadre unitaire qui permette un rassemblement massif des salariés. A ce jour, nous ne

sommes pas parvenus à des décisions d'actions unitaires. A cela, il y a plusieurs raisons qui nous ont été opposées. L'une qui consiste à dire que les confédérations étant reçues par le 1er ministre, il fallait attendre les conclusions de ces rencontres, et l'ensemble des organisations syndicales se situe sur cette démarche là, à l'exception de la CGT. La CGT 44 a donc appelé à des rassemblements les 9 et 10 novembre avec l'objectif de soutenir la délégation de la CGT reçue par le 1er ministre. Notre démarche au niveau national étant de porter le débat sur les points qui étaient à la base de l'action du 4 octobre. Sur le plan départemental, nous avons eu à deux reprises des initiatives de rencontres avec les autres organisations syndicales. Nous avons convenu de nous revoir dans la prochaine période, à une date qui n'est pas déterminée car elle dépend de la rencontre de toutes les confédérations avec le 1er ministre.

Je veux souligner qu'aucune organisation syndicale ; même si en ce début novembre, seule la CGT a appelé à l'action ; ne peut s'écarter ou prendre trop de distance avec cette proposition d'avoir de nouvelles actions à caractère interprofessionnel, national et unitaire. C'est quand même un point important de la période que l'on vit actuellement.



La situation revendicative ne s'essouffle pas !

La période actuelle est marquée par une situation sociale et revendicative caractérisée par des conflits qui se déroulent dans des branches professionnelles et dans des entreprises diverses :

• un conflit chez LIDL à Sautron qui porte sur la question de la reconnaissance de la dignité des salariés. Puisque les salariés qui sont chez LIDL sont soumis à des pressions extrêmement

fortes qui touchent à leurs conditions de travail mais aussi au fait qu'ils ne sont pas considérés comme des hommes ou comme des femmes dans l'exercice de leur activité professionnelle, mais plus comme des êtres soumis qui devraient répondre aux impératifs dictés par leur direction.

• conflit chez Berylco NGK à Couëron. L'enjeu porte là sur la défense de l'ensemble des emplois puisqu'il y a un plan de licenciements qui est annoncé, les salariés ont réagi immédiatement en cessant le travail sous forme de débrayages.

• des actions sont en

cours dans les services publics à EDF, chez les cheminots avec une démarche de grève reductible à l'appel au moins des 4 principales fédérations de cheminots, le 19 novembre pour la défense des services publics à la fois manifestation nationale mais aussi manifestation locale à Blain, autour de la défense du centre hospitalier spécialisé de Blain.

On est dans un contexte où domine l'action revendicative.

C'est aussi vrai dans d'autres catégories de la population comme les retraités avec la signature d'une pétition pour

l'augmentation des pensions et retraites. Action qui se traduira par un dépôt de ces pétitions le 29 novembre à la Préfecture de Nantes.

Des initiatives de débats sont aussi organisées avec les privés d'emploi dans le cadre de la renégociation de la convention UNEDIC à partir du 8 novembre, et là aussi les enjeux posés sont ceux du niveau de la couverture sociale des privés d'emploi et plus précisément de l'indemnisation et de la durée d'indemnisation.

D'autres initiatives sont prévues autour du 60ème anniversaire de la Sécurité Sociale.

Evènements, culture, idées.

Un livre de Christophe Belser sur La Collaboration en Loire-Atlantique 1940 - 1944

Le projet de Christophe Belser remonte à 1997. Constatant le vide documentaire concernant les "années noires" de l'occupation dans le département - mis à part, souligne-t-il, les travaux de l'AREMORS - il a voulu élargir les recherches, en "dépassant le seul cadre économique et social pour s'intéresser à la classe politique, à l'opinion publique, à l'administration, aux forces de l'ordre, à la presse et, naturellement, aux ultras de la collaboration". Pendant huit années, l'auteur a consulté un volume considérable d'archives inédites, au cours d'une véritable enquête qui l'a mené aux archives départementales de Loire-Atlantique, d'Ille-et-Vilaine, et municipales de Nantes, de la préfecture de police de Paris, et aux archives nationales.

Même si l'accès sur dérogation à ces archives impose toujours quelque retenue, aucune discrétion n'est cependant plus de mise concernant des "personnages publics" comme André Morice et Jean Le Guillou, industriels du bâtiment et figures de la politique et du sport, Yves Bayet, secrétaire général de la préfecture chargée du STO, ou Charles Martin, président de la section départementale du groupe Collaboration". Le collaborationnisme

ultra, bien que marginal, constitua une force dans le département. C. Belser estime ses effectifs à environ 2.000 personnes, dont 200 à 300 activistes, dispersés



dans une multitude de groupuscules. Les nazis les protégèrent systématiquement, et l'implication des plus virulents au sein des diverses polices, Abwehr ou SIPO-SD, décupla tragiquement leur pouvoir de malveillance.

Leur activité allait au devant des attentes allemandes : persécutions antisémites, STO, répression anticommuniste.

"L'anticommunisme fut un levier puissant de la collaboration policière" confirme l'auteur, après d'autres ouvrages. Ainsi, "alors que le démantèlement des réseaux gaullistes fut essentiellement le fait des Allemands, celui des groupes communistes résulta de l'action des

forces de l'ordre françaises".

Quant à la collaboration économique, "le système de pillage mis en place par l'occupant ne pouvait être efficace qu'avec l'appoint de collaborateurs français, acheteurs ou trafiquants. La construction navale et la métallurgie furent largement sollicitées pour leur main d'œuvre". La construction du Mur de l'Atlantique impliqua plus fortement le bâtiment, dont nombre d'entreprises, grandes ou petites, "se compromirent au-delà de toute décence".

L'auteur estime qu'à la Libération "la justice a été rendue en ce qui concerne les collaborationnistes, la presse, les délateurs et une partie des "économiques", avec au total 472 renvois devant la cour de justice, 1.225 citations devant la chambre civique". Selon lui, l'étude comparée des archives des mouvements ultras (PPF, Milice, etc.) et de la cour de justice, montrerait que les dirigeants et les principaux activistes furent bien condamnés à hauteur de leurs responsabilités.

Mais, ajoute-t-il, ces condamnations furent très vite atténuées, au fil des lois d'amnistie, et il n'y eut pas plus de 5 exécutions dans le département. L'un des chefs des groupes d'action du PPF,

condamné à mort en 1945, puis gracié, fut même libéré dès 1955. Politiquement, Vichy s'appuya à Nantes sur un nombre limité de notables : élus, maires, industriels, patrons, hauts fonctionnaires, clercs, qui siégeaient dans les structures de la dite "Révolution nationale". Force est de constater, avec l'auteur, qu'au-delà de sanctions disciplinaires et civiques, très temporaires, ces hommes s'en tirèrent plutôt bien.

Le grand procès des élites locales collaborationnistes, politiques, administratives ou économiques, n'eut pas lieu. Du fait, notamment, de la mort en prison, en 1946, après 16 mois de détention, de la figure emblématique du marquis de la Ferronaye, ancien président du conseil général, pétainiste convaincu. Son décès semble avoir arrangé beaucoup de monde. Pour faire oublier - selon les titres des deux tomes - ces "années noires" d'"intelligence avec l'ennemi". Un volumineux ouvrage, aux grandes qualités, qui vient opportunément combler un vide historique, largement béant, sur la collaboration dans le département.

Geste Ed., Tome 1 - Les années noires ; Tome 2 - Intelligence avec l'ennemi.

Coup de cœur

Paul Ariès Misère du Sarkozysme

Dans ce livre, Paul Ariès, politologue, spécialiste de la mondialisation, auteur d'ouvrages consacrés à ses conséquences, se livre cette fois à une analyse serrée de l'idéologie de Nicolas Sarkozy, en passant en revue - innombrables citations à l'appui - le contenu de ses discours et déclarations. Pour en arriver à ce constat, solidement argumenté, qu'au-delà d'un "bagout formellement brillant", ce "premier télépopuliste français" est, en fait, le porte-parole d'un courant politique d'importation, version française de la contre-révolution néo-conservatrice ayant déjà triomphé dans d'autres pays avec blairisme, schröderisme, berlusconisme et aznarisme...

Revanche posthume de la France de l'Ancien Régime, le sarkozysme rêve "que la nation se brouille avec Marianne, pour se jeter dans les bras de Marie".

Pour autant, "Nicolas Sarkozy est beaucoup plus un symptôme d'une époque qu'il ne fait lui-même l'histoire. Ce champion est incapable de saisir les enjeux écologiques et sociaux. Il se contente de recycler en France des solutions qui ont échoué ailleurs". Véritable machine de guerre contre nos valeurs, le sarkozysme n'aurait de cesse, au pouvoir, de virtualiser encore davantage la Liberté, l'Égalité et la Fraternité, pour les remplacer par sa propre devise: Travail, Respect, Patrie.

Menant "une politique des petites phrases et de poudre aux yeux, c'est un champion de la politique politicienne". Son succès emporterait sur son passage tout ce qui fait notre modèle social, construit à la Libération: "Le culte sarkozyen de la sueur est une arme de destruction massive de l'ensemble des programmes sociaux".

Si, pour que Sarkozy perde dans son camp, la droite française doit se ressaisir, il est avant tout urgent que la gauche elle-même redevienne enfin capable de revivifier ses propres valeurs pour lui opposer, avec une autre mémoire, un tout autre futur. Car, "tant que le peuple ne se sera pas doté d'un nouveau projet capable de conjuguer à la fois le principe espérance (Ernst Bloch) et le principe responsabilité (Hans Jonas), le sarkozysme n'aura de cesse de pourrir la tête des gens".

L'actualité la plus brûlante confirme amplement tout le bien-fondé de cette analyse.

Paul Ariès, "Misère du sarkozysme, cette droite qui n'aime pas la France", Parangon/Vs, 2005, 13€.



Exposition...

James Tissot au musée des Beaux-Arts



Du 4 novembre 2005 au 5 février 2006, l'exposition James Tissot et ses Maîtres au Musée des Beaux-Arts de Nantes met en lumière, de manière originale, les liens qui unissent le peintre d'origine nantaise (1836-1902) aux maîtres anciens et modernes.

Aucune exposition d'une telle envergure, depuis 1895, ne lui avait été consacrée en France. Elle réunit toutes les œuvres de l'artiste conservées au Musée de Nantes, ainsi que 80 de ses gravures et eaux-fortes, présentées pour la première fois au public. Avec des emprunts prestigieux en France (Orsay, Carnavalet, Dijon) et à l'étranger (Londres, Dublin, Cardiff) d'œuvres de Degas, Stevens, Ingres et du japonais Utamaro, qui complètent cet ensemble, construit autour de la très belle "Dame à l'ombrelle", Mrs Newton (1878) [photo].

Musée des Beaux Arts de Nantes, 10, rue G. Clemenceau., Tél. 02 51 17 45 00. 10h à 18h sauf mardi et jours fériés. Nocturne, le jeudi, jusqu'à 20h. Tarif : 3,10€, réduit : 1,60€

Lire

Pays de malheur ! Un jeune de cité écrit à un sociologue

Ce livre est la transcription d'une correspondance électronique entre le sociologue Stéphane Beaud*, auteur de "80% au bac... et après ?", et Younes Amrani l'un des lecteurs de ce livre, emploi-jeune de 28 ans dans une bibliothèque municipale de la banlieue lyonnaise. Cet échange sociologique à distance et au jour le jour, qui s'est déroulé sur plus d'une année, en 2003, est un témoignage exceptionnel sur les

espoirs et les souffrances des jeunes d'origine maghrébine. Les

confidences de Younes en disent long sur la non-reconnaissance, et parfois l'abandon moral, dont il a souffert au quotidien. A travers ce dialogue amical, mêlant gravité,

sérieux et humour, surgissent peu à peu les divers aspects de sa biographie, avec toutes les contradictions sociales qui la traversent : la famille, le quartier, le lycée, le service militaire, les filles, la ville, l'argent, la fac, le travail... Et cet aveu : "Je suis comme tous les autres de mon quartier : plein d'ambition, déçu par un quotidien que l'on a pas voulu... C'est vrai que j'ai

déconné dans ma jeunesse, que je voulais être quelqu'un... Mais après

toutes ces années, les illusions sont devenues mirages. Et les mirages se sont évaporés dans toute cette misère sociale, affective et familiale". C'est toujours, selon

lui, "ce que vivent les "jeunes" qui foutent la merde : ils ont un surplus de rage, de nerfs que rien ne peut canaliser". Ce témoignage, marqué par la qualité particulière de son écriture et de sa description sociologique, conduit nécessairement à réviser en profondeur toute vision stéréotypée et réductrice du "jeune de banlieue". Car il met également en lumière

des traits essentiels de la personnalité sociale de nombreux jeunes de cité : la volonté de comprendre, le sens de l'analyse, la curiosité d'esprit, et l'ouverture sur le monde. Bref, tout un "potentiel" sans rapport avec "une racaille à nettoyer au karcher". Augmenté dans cette réédition d'une postface et de nouveaux témoignages de lecteurs, ce livre se révèle, à la lecture, d'une saisissante actualité.

Ed. La Découverte, Poches/Essais, 2005, 9€.

* S. Beaud, sociologue, enseigne à l'université de Nantes. Il est également l'auteur, avec M. Pialoux, de "Retour sur la condition ouvrière" (Fayard, 1999 ; 10/18, 2005)

près de vous

Versement Transport départemental

Le percevoir dès que possible

A l'inverse d'autres collectivités territoriales, le département, autorité organisatrice de transports sur son territoire, ne peut légalement percevoir le Versement Transport. Afin de bénéficier de ressources nouvelles nécessaires au développement des transports publics en Loire Atlantique, Jean Louis LE CORRE a demandé à ses collègues de mener bataille pour que le législateur corrige cette anomalie.



Nantes Métropole Annick MARTIN

"Entendre les chercheurs"

Annick MARTIN, a accueilli favorablement la volonté de la majorité de soutenir le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elle a cependant émis des réserves sur le soutien apporté à la démarche de Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur engagée par les établissements. Ce projet gouvernemental développe la compétition entre les différentes structures de la recherche publique. " Dans la " semaine de la fête de la science ", se sont de nouveau exprimées les préoccupations des acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur. Sachons les entendre mieux que le gouvernement actuel ne le fait. " a-t-elle conclu.

Conseil Général Une Résidence Universitaire à la Haute Forêt

Vice-Président en charge du Droit au Logement, Jean-Louis LE CORRE pilotera le projet de résidence universitaire qui doit prochainement voir le jour en lieu et place de l'ancienne clinique de la Haute Forêt à proximité de la Faculté des Sciences et du Restaurant Universitaire de la Lombarderie à Nantes. Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires sera sollicité pour en assurer la gestion à la rentrée universitaire 2008.

L'activité

■ Maison de l'Emploi

Les communistes s'abstiennent

Constatant que La Communauté s'implique de façon importante dans la Maison de l'Emploi de la Métropole Nantaise, Claude CONSTANT a regretté que ce dossier n'ait été soumis à l'examen d'aucune des commissions. Il a démontré qu'il ne fallait pas être naïf : le gouvernement Villepin " mise " sur les élus locaux pour assurer la réussite de son plan de cohésion sociale " sur les élus locaux et sur leurs moyens financiers. L'arrêté du 7 avril 2005 précise en effet qu' " il appartient aux membres constitutifs et partenaires associés de la maison de l'emploi d'apporter les moyens appropriés à la mise en œuvre de leur action en matière de ressources humaines, de fonctionnement et d'investissement ". Le financement public des activités de la Maison, " ses circuits et ses destinataires " doivent donc " clairement apparaître " affirme l'orateur qui propose qu'un rapport annuel d'activité soit transmis aux élus communautaires et que la représentation des salariés, des chômeurs et leurs organisations dans la structure soit étudiée pour l'avenir.

Il ne faudrait pas que le dispositif serve à intensifier " le contrôle et le flicage des demandeurs d'emploi " ni, au bout du compte, à battre en brèche le " monopole déjà entamé de l'ANPE et ouvrir la voie à une privatisation. " Pour toutes ces raisons le groupe communiste s'est abstenu sur cette délibération.

Nantes et Rezé

Pérenniser l'activité industrielle et rendre la ville accessible à tous

Profitant de la discussion des orientations communautaires pour les projets d'aménagements et de développement durable des villes de Nantes et de Rezé, Yann VINCE a souhaité que les conditions soient créées pour assurer la pérennité de l'activité industrielle sur l'île de Nantes. " L'enjeu que représente le développement industriel doit être très clairement affirmé " a poursuivi l'élu car il s'agit d'assurer l'emploi durable et de ne pas " déséquilibrer l'emploi industriel au profit du tertiaire... nous avons à maintes reprises souligné que le soutien aux activités portuaires nous paraît important. La création d'un 5ème quai à Cheviré pour pallier le déplacement des installations du quai Wilson en est une condition ". Yann Vince a ensuite fait part de ses préoccupations concernant le logement social.



" Rendre la ville accessible à chacun, quel que soit son niveau de revenu nécessite une politique offensive en matière d'habitat, d'habitat social en particulier " a-t-il affirmé préconisant " des contraintes " plus fortes " de la part de Nantes Métropole à l'encontre des villes " dont les objectifs paraissent trop modestes au regard des besoins et de l'obligation légale des 20 % " de logements sociaux.

Missillac

Le collectif sur tous les fronts

Pour la première fois depuis trois mois, la direction de la Poste a souhaité recevoir les usagers. Un pas est donc franchi même si ce n'est que la directrice du secteur de Pontchâteau, Missillac, Saint Joachim qui a entrouvert la porte à Sylvie HUBERT, René MAGRET et Michel GUILLET responsables du collectif de défense de la Poste. " Le directeur départemental reçoit les élus " a-t-elle précisé voulant sans doute leur signifier qu'il ne fallait pas mélanger les torchons avec les serviettes ! C'est grâce aux initiatives que le collectif a multiplié ces derniers mois que le bureau de Missillac n'a pas été transformé en agence communale comme c'est arrivé dans deux villes voisines où les maires de droite ont signé, pendant l'été, des accords avec l'administration sans que leurs administrés en soient informés. Nous sommes " une entreprise " qui écoute " ses clients " a souligné leur interlocutrice confirmant que, pour le moment, le bureau missillacais restait " un bureau de plein exercice ". C'est pour faire vivre et développer des " services publics de proximité et de qualité pour tous les usagers " que les membres du collectif ont défilé le 19 novembre à Blain, rejoignant en cela les nombreux cortèges formés à travers tout le pays.

Nantes Métropole

Christian Pelloquet s'exprime sur les impôts

Lors du débat de la Communauté d'agglomération de la région nantaise, Christian PELLOQUET a souligné que les élus communistes partagent l'inquiétude de la majorité sur le fait que l' " action et les marges de manœuvre de la Communauté Urbaine dépendent largement... d'un contexte externe qui pose de nombreuses questions pour l'avenir ". D'autant que, pour 2006, la loi de finance de l'Etat " va renforcer les inégalités et amplifier la déconstruction de la France ". Les élus communistes " refusent le pas supplémentaire vers la fin de l'impôt progressif c'est à dire l'impôt qui prélève davantage sur les riches que sur les moins fortunés... s'opposent au combat de la droite contre l'Impôt de Solidarité sur la Fortune comme aux réformes de la taxe professionnelle qui se traduisent de nouveau par des réductions importantes pour les entreprises " alors que le produit de cette taxe représente 40% des recettes de fonctionnement de Nantes Métropole. L'élu a rappelé que " les députés communistes ont proposé une loi de modernisation de la Taxe Professionnelle et de taxation des actifs financiers ". Il a noté que le seul produit qui augmente plus que l'inflation est celui du Versement Transport et s'en réjouit, les élus communistes " ayant sollicité cette augmentation depuis de nombreuses années ".

Blain

Garder et rénover l'hôpital

A quelques jours de la présentation par le directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation du Schéma d'Organisation Sanitaire, Michèle Picaud a attiré l'attention du Président du Conseil Régional " sur les inquiétudes du personnel du Centre Hospitalier Spécialisé de Blain ". Depuis plusieurs mois, le personnel (700 personnes) est préoccupé par un éventuel déplacement de l'établissement dans la banlieue nantaise. Pourtant " l'hôpital public de Blain a fait ses preuves, les techniques de soin n'ont cessé d'évoluer et apportent des réponses spécifiques performantes. Les professionnels mais aussi les patients et leurs familles sont ainsi persuadés de la pertinence du lieu actuel. " écrit l'élu communiste qui précise que, dans un souci d'aménagement et de développement durable des territoires ruraux, " il est indispensable de conserver sur site le premier employeur de la commune de Blain " Elle propose que les possibilités de reconstruction sur le site actuel soient " mises à l'étude rapidement afin de créer un projet architectural des unités futures de soins. " Nous aurons ainsi " l'opportunité de sortir définitivement du phantasme de l'asile, pour créer un établissement moderne et humaniste " conclut Michèle Picaud.

34^{ème} congrès : agissons pour construire l'avenir...



L'AGENDA

Ça s'est passé...

Vendredi 18 novembre : réunion collectif "fête fédérale", 18h30 à la section de St-Nazaire.

Lundi 21 novembre : réunion de secrétaires de section et des animateurs des commissions départementales du 33^{ème} congrès, 18h30 à la Fédération 44 du PCF.

... ça va se passer

Jeudi 24 novembre : 33^{ème} congrès, réunion sur la visée communiste, 18h30 à la section de Rezé.

Vendredi 25 novembre : forum citoyen public, 20h30 salle 100 à Beau-tour.

Samedi 26 novembre : forum national du PCF, parc des Expos à Paris Nord Villepinte.

Lundi 28 novembre : conseil départemental, 18h30 à la fédération 44 du PCF.

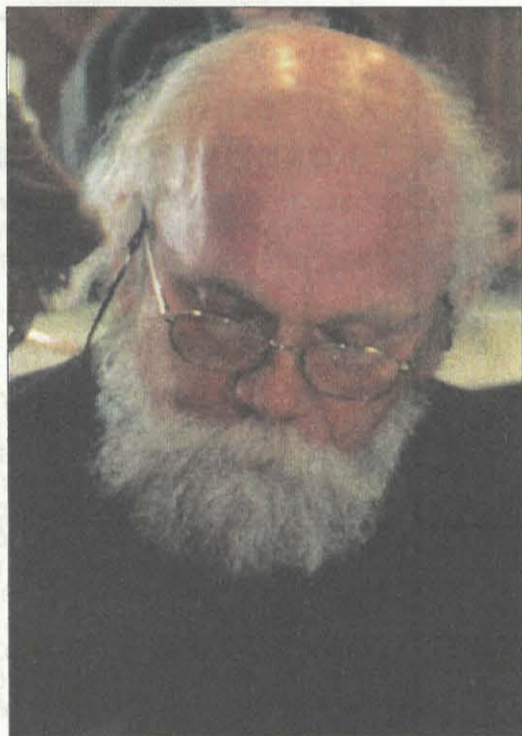
Mardi 29 novembre : 33^{ème} congrès, réunion sur la stratégie et les échéances électorales, 18h30 à la section de Rezé.

Mercredi 30 novembre : forum citoyen public, 20h00 salle de la Boule d'Or à Couëron.

Mardi 6 décembre : 33^{ème} congrès, réunion sur le Parti du 21^{ème} siècle et les statuts, 18h30 à la section de Rezé.

Je, tu, il, elle,

Trois questions sur le débat de Congrès en Loire Atlantique à J-Yves Martin, responsable de la commission départementale "Transparence dans l'information sur les débats, sur les directions et sur les candidatures".



- Quel est le calendrier prévu pour ce débat de congrès ?

Le Congrès se tiendra fin mars, au Bourget. Mais, d'ici là, le calendrier apparaît très dense, serré. Avec deux

phases et, au milieu, les fêtes de fin d'année. D'abord, jusqu'au début février 2006 : élaboration et choix d'une "base commune" de discussion. Et puis, en février-mars : amendements et enrichissement de cette base commune, jusqu'à la tenue du congrès.

Dans l'immédiat, les commissions nationales viennent d'achever leurs travaux (18-19 nov.). À la mi-décembre, le Conseil national publiera, dans Communistes et sur son site internet, les divers projets de documents. Pas plus, c'est promis, de 7 à 8 feuillets chacun.

- Quels sont les outils dont nous disposons pour ce débat ?

Le débat des communistes, dans toutes leurs instances, va bien entendu trouver un écho national. Dans le département, nous souhaitons créer les meilleures conditions possibles pour que chacun-e puisse y contribuer.

Les Nouvelles de Loire Atlantique auront, jusqu'en mars, une page spéciale. Mais le rythme de parution ne permettra pas un suivi au jour le jour. Le site internet de la fédération (www.pcf-44.com) peut et doit jouer un rôle, en temps réel. Nous y avons ouvert, dès fin octobre, une tribune de discussion, sous la forme d'ateliers sur les questions posées, à forum ouvert. Certes, tout le monde n'est pas inter-naute, mais c'est un outil désormais

incontournable, et les animateurs du parti veilleront à ce qu'il soit utilisé au mieux de ses grandes potentialités. Les premiers indices de fréquentation sont encourageants.

- Selon toi, quels sont les enjeux et les difficultés ?

Pour l'instant, je pense que nous devons éviter certains écueils : que les communistes ne soient pas que "spectateurs" d'un débat qui leur échapperait. Or, s'il ne fait que commencer il risque, ensuite, si on n'y prend garde, d'aller très vite, peut-être même trop. Les enjeux sont si importants, et vitaux pour le parti, pour "rater le coche". Chacun-e doit donc surmonter toute réticence à s'y impliquer. L'enjeu, c'est qu'il devienne l'affaire de tous-tes.

Avec ces contraintes, nous souhaitons garantir à tous-tes une participation maîtrisée et équitable. C'est pourquoi nous avons fixé quelques règles simples : des contributions, non répétitives, de 1000 signes maxi (un demi feuillet) pour NLA, et de 2500 signes (une bonne page) sur internet, et les règles habituelles de "modération". Même si, au final, il sera naturel que ce soit les communistes qui décident, nous voulons un débat ouvert, pour qu'il soit porteur de toutes les interrogations qui traversent la société, et qui s'expriment dans nos 1000 forums en cours. La "commission de transparence" aura à cœur d'y veiller, tout au long d'un processus à engager sans tarder.

Contribuent au débat...

La question du moment...

par Yann VINCE

A l'évidence l'approfondissement de la crise sociale et politique dans laquelle les communistes développent leur activité interroge la préparation du 33^{ème} congrès. Ainsi, l'analyse que nous faisons du monde, de la mondialisation libérale appelle une réflexion nouvelle sur le projet alternatif, sur la transformation sociale et sur ce que nous appelons la visée communiste. De la même façon, les enseignements que nous tirons de la portée du vote du 29 mai, du progrès du rejet du libéralisme pose la question de la nature et du contenu du rassemblement majoritaire de notre peuple pour changer la donne. Enfin, le début d'une réappropriation de la politique par un certain nombre de citoyens dans les mouvements sociaux et citoyens, la remontée du courant d'adhésions à notre parti, impliquent une réflexion sur le rôle de notre parti, son organisation. L'exigence d'être mieux des communistes de notre temps sera l'une des questions au cœur de la préparation de ce 33^{ème} congrès.

C'est donc autour de ces problématiques, de ces réflexions que s'organise la première phase de préparation du congrès dans notre département. D'ici le conseil national des 9 et 10 décembre prochain qui arrêtera le choix d'un texte d'orientation qui sera (si les communistes en décident ainsi) la base commune de discussion à partir du mois de février (voir ci-contre), les communistes sont appelés à débattre des thèmes qui leur sont proposés : visée communiste, projet et stratégie, fonction du parti, et propositions de modifications des statuts. Chaque section a toute latitude pour organiser des assemblées de militants, des réunions thématiques, des réunions de cellules et de tout autre collectif pour discuter de ces questions. Les dates de ces assemblées et réunions par section sont en train de se fixer. Le conseil départemental a mis en place des ateliers de réflexion et d'animation recoupant les différentes thématiques. Les camarades désignés par les sections pour y participer sont principalement chargés de faire l'état et l'évaluation de la discussion dans le parti, d'aider les sections à animer les discussions et à faire remonter des comptes-rendus du contenu des questions abordées et des avis émis.

Vite lu...

D'ici le 14 décembre, date de publication du projet de base commune dans " Communistes ", les communistes sont invités dans leurs sections, cellules à débattre autour des grandes questions thématiques à l'ordre du jour.

Du 14 décembre jusqu'au vote des communistes sur le choix de la base commune, les 3 et 4 février, le débat pourra s'organiser à partir du projet de base commune pour approfondir la réflexion, donner son avis sur les orientations proposées.

A partir du 6 février, date de publication des résultats du vote des communistes, le document d'orientation adopté pourra faire l'objet d'enrichissements, d'amendements.

Les conférences de sections (assemblées générales extraordinaires) se tiendront au cours des 2 weeks-end du 24-25 février et du 3-4 mars.

La conférence fédérale, ou congrès fédéral (réunissant les délégués désignés par les conférences de section) aurait lieu soit les 10-11 mars soit les 17-18 mars.